

TÉMOIGNAGE

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

«Aucune équité dans ce pays, nous l'avons compris»

Ayant lu l'article paru dans votre quotidien du 12/07/2011 de M. Kouadri Habbaz (El Marsa, Alger), relatif à la prime de départ en retraite, j'ai compris tout de suite que je n'étais pas le seul lésé et la énième victime des employeurs. Mais mon cas est tout autre, car durant toute ma carrière professionnelle — plus de 40 années — et particulièrement mes dernières années d'activité, je me suis sacrifié pour le fauteuil sur lequel sont assis ces ministres du gouvernement, qui leur sied à merveille, et qui s'en foutent royalement de leurs concitoyens (qu'ils mangent à leur faim ou qu'ils crèvent ne les dérange nullement).

En ce qui me concerne, j'ai été victime d'une délation, et ce, dans l'exercice de mes fonctions (dont rapport archive joint) envers M. le P-DG de l'époque et à mon sens que la justice n'a pas traité d'une manière équitable.

Premier déni (moi partie civile devenue contre le cours des choses témoin à charge) pour avoir été remercié de la sorte (enquête effectuée par le journaliste du quotidien *Liberté* durant plus d'un mois et qui a donné

des résultats probants de ce qui a été colporté dans mes écrits). L'enquête terminée, j'ai pris le téléphone pour m'enquérir des résultats, mais mon interlocuteur de l'époque (le journaliste chargé de l'enquête est-il toujours en vie ?) m'a sèchement répondu phoniquement qu'il regrettait de ne pouvoir insérer mes écrits, du moment qu'il avait reçu des instructions des hautes sphères du pouvoir. Mon ex-vis-à-vis (P-DG) démissionnaire, après avoir été entendu par

la justice et tout simplement condamné symboliquement pour une affaire de magouille (cour de Annaba), huit mois plus tard, j'ai constaté que le climat social était détendu entre les sbires de ce P-DG et moi-même.

J'avais décidé de déposer ma demande de départ en retraite, mais qu'elle fut ma surprise de constater de n'avoir bénéficié d'aucune catégorie comme stipulé dans la convention collective Géni-Sider (40 années de labeur dont 10 à Géni-Sider). Pour cela, je crois avoir été la cible de mon ex-P-DG qui aurait donné des consignes strictes avant son départ à ses sbires pour me laisser sur le carreau, car la plupart de ces cadres... étaient au parfum de l'ampleur de toute la magouille et personne n'a osé lever le petit doigt pour dire stop.

Mes droits ont été spoliés au vu et au su de tous pour avoir dit (dénoncé) tout haut ce

que d'autres pensent tout bas, avoir fait mon travail correctement, ma conscience est tranquille, aucun remord, et si c'était à refaire, je le referais.

Par la suite, j'avais été convoqué par la police (Ct. central) pour me signifier de leur remettre tous les documents (Ph. c.), en ma possession, relatifs à cette affaire.

De mon côté, souffrir de ce que j'avais enduré n'est pas une fin en soi, sachant que je serais récompensé dans l'au-delà, mais je suis fier d'avoir fait mon travail comme il se doit. Par contre, je réfléchis toujours à ce que le journaliste de l'époque m'avait rapporté, et la justice qui n'a pas été équitable.

La justice est le fondement naturel d'une nation ; si cette notion n'existe pas, point de nation.

A. Fartas

Courrier des lecteurs

Les fils de chahid et les deux catégories

Les deux catégories instituées par la loi des moudjahid et chahid en 1999, au profit des enfants de chahid en activité, sont restées longtemps gelées pour être finalement appliquées. Les fils de chahid partis après en retraite continuent à être ignorés : ils n'en ont pas bénéficié. Espérons que le ministère des Moudjahidine remédie à cette situation.

Semaï Djelloul, Douaouda-Ville, Tipasa

Validation de la période du service national et non-prise en compte dans ma retraite

En bénéficiant de la loi de retraite proportionnelle instituée par l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997, je suis parti en retraite proportionnelle le 01.09.2009 à l'âge de 53 ans après 28 ans de travail dans l'enseignement comme PEM. Ayant obtenu mon CAPEM, j'ai été incorporé au service national le 18.09.1979, après une année de stage. Et à ma réintégration au poste comme PEM titulaire, une somme de 5 311,44 DA a été retenue sur mon salaire à compter du 01.04.82 au 31.03.85 (dans deux CEM où j'ai travaillé). Cette somme concerne la validation de la période du 17.09.78, date de mon installation comme PEM stagiaire au 15.09.81, date de libération du SN. C'est-à-dire la validation de l'année de stagiarisation et la période du SN.

Avant mon départ en retraite, un responsable de la CNR, après m'avoir reçu, m'a surpris par la non-comptabilisation de la période du SN que j'avais validée mensuellement par le biais des deux gestionnaires des deux établissements où j'avais travaillé. Ceux-ci, que je tiens à remercier, m'ont délivré des certificats administratifs prouvant la validation de 36 mois.

Le responsable de la CNR m'a affirmé qu'il fallait m'adresser à la justice si je voulais avoir gain de cause. Voici l'Etat de droit ! Que dois-je faire ? Je vous remercie.

A. Ali, Biskra

RÉPONSE : Au risque de nous répéter, tout en confirmant les propos de ce «responsable» de la CNR, les années du service national (SN) ne sont pas prises en compte dans le calcul de la pension de retraite dans le cas de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge et ce, conformément à la loi relative à la retraite.

Pleurez ô retraités oubliés !

Au moment où les travailleurs, toutes catégories confondues, voient leurs salaires substantiellement augmentés, voire doublés ces dernières années, sans jalousie, les retraités titulaires de pensions de misère — soyons justes aujourd'hui des pensions même de 20 000 ou 30 000 DA sont des pensions de misère pour ces cadres moyens qui ont donné les meilleures années de leur vie à cette Algérie épanouie — continuent à broyer du noir vu la cherté de la vie. Et ce ne sont pas ces miettes de 4 ou 5% attribuées annuellement qui vont peser dans la balance. C'est vraiment ridicule ! Les retraités

ont bossé toute leur vie, ont contribué au progrès de leur pays, chacun dans son domaine, et ce n'est que justice s'il demandent à être dignement traités.

Semaï Djelloul, PEM, en retraite
Douaouda-ville, w. Tipasa

NDLR : Ce courrier nous est parvenu bien avant les récentes augmentations des pensions et allocations de retraite.

48 dinars pour un accident de travail en... 1958 !

Je porte à votre connaissance que j'ai travaillé à l'entreprise Vins Tannière, n°1088, de 1958 à 1962 comme comptable, et le 13 novembre 1958, j'ai été victime d'un accident de travail avec une incapacité de 10%.

Etant donné que mon entreprise était assurée chez la Constantinoise assurances agricoles, j'ai bénéficié à l'époque d'une pension de 48 francs français versée par cette dernière. Cette somme à cette époque pouvait me faire vivre pendant une semaine étant donné que la nourriture était très bon marché.

A l'indépendance, les 48 francs français sont devenus 48 dinars algériens, et ils sont de l'ordre de 48 dinars actuellement. Je n'ose plus aller toucher cette misérable somme. En conséquence, je vous prie de m'aider à faire revaloriser cette somme ridicule, surtout que je suis un modeste retraité. De plus, je présume que la Constantinoise assurances agricoles a dû prévoir le suivi des affaires en cours et qu'elle a dû laisser de quoi payer les ayants droit.

Pour mon affaire, j'ai écrit à la Caisse de mutualité agricole qui ne m'a pas donné de réponse satisfaisante.

Enfin, je vous demande de m'aider à recouvrer mes droits et à faire revaloriser ma rente.

M. Barkat Zenati, Constantine

Augmentation et «retraite proportionnelle»

Je viens solliciter votre journal *Le Soir d'Algérie* d'être à l'écoute des «retraités à la proportionnelle» qui n'ont bénéficié d'aucune augmentation de leur retraite. L'ordonnance ministérielle n°97/13 du 30 mai 1997 avait facilité, voire même invité les retraités ayant 50 ans + 20 années de cotisations qu'ils pouvaient prendre leur retraite. Laissez vos postes de travail aux jeunes désœuvrés ! On a été floués, induits en erreur et aucune information d'explication détaillée sur nos droits, rien ! Allah est témoin «rabi chahed !» On a laissé entendre que cette retraite minable était coûteuse... par rapport aux autres retraités qui ont été augmentés.

1. Pourquoi l'avoir accordée puisqu'elle allait être coûteuse, 3500/4000 DA mensuels, retraite de la honte ?

Les décideurs l'ont accordée et on nous impute cette phrase injuste : «Ce sont eux qui ont voulu prendre leur retraite.» La proposition a été faite par le ministère du Travail, ordonnance n°97/13 du 30.05.1997.

Aucun journal n'a apporté aide et assistance aux retraités comme le fait notre journal *Le Soir d'Algérie*. Très sincères et hautes considéra-

tions à notre affectueux journal *Le Soir d'Algérie*. Merci à tout le personnel du *Soir*. Cela fait des années que nous attendons les larmes aux yeux d'être augmentés, mais rien à ce jour. Nous précisons que c'est l'Etat qui l'avait proposé en mai 1997, ministère du Travail.

Allah est juge, et aujourd'hui, on remet cela sur notre dos.

M. Mounir Arbaoui, Cherchell

NDLR : Nous avons reçu ce courrier bien avant les dernières augmentations des pensions de retraite, augmentation qui bénéficierait aussi aux retraités à la proportionnelle et sans condition d'âge.

Mutuelle et complément de retraite

Ancien fonctionnaire d'une APC, cotisant à la Mutuelle nationale des fonctionnaires communaux, retraité depuis le début de l'année 1999, j'ai l'honneur de vous demander de m'expliquer si j'ai le droit de bénéficier d'un complément de retraite auprès de la Caisse mutuelle à laquelle j'étais affilié pendant toute ma carrière de salarié (plus de 32 ans titulaire).

M. Mohamed, wilaya de Bouira

RÉPONSE : Le bénéfice d'un complément de retraite par une mutuelle est tributaire du contrat d'adhésion entre le mutualiste et sa mutuelle. Si ce complément figure dans le contrat, vous y ouvrez droit.

Fils de chahid et années de cotisation supplémentaires

Je viens par la présente lettre vous demander des renseignements concernant ma future retraite. En effet, je suis né à Tlemcen et je suis de nationalité algérienne. Je suis fils de chahid.

J'ai travaillé dans le bâtiment et les travaux publics pendant 3 à 4 ans dans la région de Tlemcen. Pourriez-vous me dire si j'ai le droit à certains avantages en tant que fils de chahid et me donner la démarche à suivre pour les faire valoir.

M. Aïssaoui Benchour

RÉPONSE : Il faut valider vos années dans le BTP (confirmer le versement effectif de cotisations sociales) et confirmer votre statut de fils de chahid. Ce dernier vous donne droit à 7 années de cotisation supplémentaires. Le total étant inférieur à 15 années, vous n'ouvrez droit qu'à une allocation de retraite et à partir de 60 ans.

Où sont passées mes années à la gendarmerie ?

J'ai l'honneur de venir par la présent solliciter votre haute bienveillance de vouloir bien prendre en considération ma demande en vue d'insérer au sein de votre rubrique *Le Soir Retraite* mon texte ci-joint.

Membre de l'OCFLN, détenu 1958/1962, j'ai exercé au sein du Darak El-Watani de 1962 à 1972, sorti pour limite d'âge. Je bénéficie d'une retraite proportionnelle, mais sans activité révolutionnaire à ce jour. J'ai exercé à titre civil au

sein de la DNC de 1972 à 1988, sorti à la retraite à 55 ans à titre d'ancien moudjahid. Actuellement je bénéficie d'une retraite (CNR) avec l'activité révolutionnaire.

Ce que je demande : est-ce que je peux prétendre au paiement de l'activité révolutionnaire de la caisse militaire des années 1962 à 1988 inclus sans prétendre au cumul ?

M. Kabel Ahmed Benachour,
wilaya de Blida

RÉPONSE : Vos années de «darki» doivent légalement être comptabilisées avec votre retraite civile. Vous devez les faire valoir par la Caisse de sécurité sociale militaire et par la CNR.

Licenciement abusif et années de cotisation perdues

Je vous prie de bien vouloir m'informer si la loi (réglementation) m'ouvre droit au bénéfice des années cotisables à la CNR. Concernant le cas suivant : le 29/08/1994, j'ai été victime d'un licenciement abusif pour avoir dénoncé des détournements au sein d'une entreprise nationale où j'exerçais la fonction de trésorier principal. La justice a ordonné ma réintégration et condamné l'entreprise et le P-DG à des dommages et intérêts.

Le 03/01/2003, j'ai réintégré mon poste de travail au sein de cette entreprise nationale et le 01/12/2009 j'ai été mis en retraite. Mais cette entreprise n'a pas cotisé pour mon compte à la Cnas pendant la période du 09/08/1994 au 30/09/1998 et du 01/01/2000 au 31/12/2002. Pour cela, j'ai intenté une action en justice contre cette entreprise nationale et une décision de justice du 26/09/2010 n° 4252/10 a désigné un expert judiciaire pour évaluer et constater le préjudice (manque à gagner) pour non-déclaration à la Caisse nationale de retraite en dépit de toutes les décisions de justice et d'une fausse attestation de travail qui m'a été remise par mon employeur (l'entreprise nationale).

Malheureusement, cet expert judiciaire après avoir perçu la somme de 22 000,00 DA de ma part n'a pas fait convenablement sa mission. Pour ma part, je ne peux engager une autre action en justice, ma faible pension de retraite ne me permet pas des frais de justice (huissiers, avocats et experts). Je n'arrive même pas à survivre avec cette pension.

M. Chenine Atmane
Baraki, wilaya d'Alger

RÉPONSE : Est-ce que dans votre décision de justice de votre réintégration est mentionné le versement des salaires non perçus entre 1994 et 2003 ? Si oui, avez-vous bénéficié d'un rappel de ces 9 ans de salaires ? Tout versement de salaire oblige l'employeur à verser des cotisations sociales. Par contre, si la décision de réintégration exclut le versement des salaires antérieurs, votre employeur ne peut pas vous faire bénéficier des seules cotisations sociales.